

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 972

24 avril 2013

SOMMAIRE

Breega Capital Luxembourg Sàrl	46633	Misys Newco 2 S.à r.l.	46641
Celgene Luxembourg	46656	Misys Newco 3 S.à r.l.	46648
Crossing Telecom S.à r.l.	46613	Misys Newco S.à r.l.	46644
Dolphin Investments S.A.	46655	Multicommunale Maritime et Commercia-	
FINIMPEX S.A., société de gestion de pa-		le S.A.	46611
trimoine familial	46656	Myosotis Investissement S.A.	46611
Gateway IV - Euro Clo S.A.	46655	Neuwied Holdings GP S.à r.l.	46611
Global Telecom Finance S.C.A.	46656	Ogone Holding	46614
Idées Larges S.A.	46613	Orascom Telecom Finance	46656
Ingenico Eastern Europe I S.à r.l., S.C.A.		Panluxone S.A.	46612
.....	46614	Pernambuco S.A.	46612
Laline S.A., SPF	46610	Phone Luxembourg Properties S.à r.l.	46611
Luxembourg Logistic Group S.à r.l.	46610	Riben S.A.	46612
LXCDM S.à r.l.	46610	Ries Ingenieurs-Conseils SA	46629
Magic Newco 2 S.à r.l.	46641	Sappiness S.A.	46613
Magic Newco 3 S.à r.l.	46648	Sappiness S.A.	46613
Market Vectors S.A.	46612	St Leonard Finance S.à r.l.	46655
Memola & Partners S.A.	46610	Swan SICAV-SIF	46617
Merlux Maritime SA	46610	Tahoe Holdco S.à r.l.	46652
Metaph S.à r.l.	46610	Vimo S.A.	46613
Micropolis S.à r.l.	46611	Wallenborn Transports S.A.	46613
Misys Holdco S.à r.l.	46652		

Luxembourg Logistic Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 143.444.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035272/9.

(130043162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Laline S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 131.748.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035278/9.

(130042930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

LXCDM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 9, rue Goell.

R.C.S. Luxembourg B 94.291.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035296/9.

(130043651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Memola & Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9227 Diekirch, 48, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 135.134.

Les comptes annuels au 31-12-2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035308/9.

(130043082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Merlux Maritime SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8360 Goetzingen, 3B, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 83.392.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035311/9.

(130043538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Metaph S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7639 Blumenthal, 12, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 62.237.

Les comptes annuels au 31-12-2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035312/9.

(130043000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Micropolis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 257, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 120.750.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035314/9.

(130043154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Multicommunale Maritime et Commerciale S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 39.407.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035317/9.

(130043206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Myosotis Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 148.676.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035318/9.

(130043388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Neuwied Holdings GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 257, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 124.752.

Les comptes annuels au 31 août 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035322/9.

(130043199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Phone Luxembourg Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 109.388.

Extrait des résolutions prises en date du 12 mars 2013

L'associé unique a décidé en date du 12 mars 2013:

- d'accepter la démission de Monsieur Prabhu Raman et Monsieur Jonathan Garonce en tant que gérants A de la Société avec effet au 31 décembre 2012,

- de nommer Monsieur Ryan Epstein, né le 5 mars 1975 à Louisville KY, Etats-Unis, ayant son adresse professionnelle au Bank of America Plaza, 101 S Tryon St, Charlotte NC 28255-0001, en tant que gérant A avec effet immédiat au 1^{er} janvier 2013 et pour une période illimitée,

- de nommer Monsieur Neven Viducic, né le 10 septembre 1961 à Dragove, Croatie, ayant son adresse professionnelle au Bank of America 5th Avenue Building Ste, 7th Floor, 767 5th Avenue, New York NY 10153-0001, en tant que gérant A avec effet au 1^{er} janvier 2013 et pour une période illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035347/18.

(130043170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Market Vectors S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 168.659.

RECTIFICATIF*Extrait*

En date du 18 juin 2012 un extrait a été déposé et enregistré sous le numéro L120100558 concernant la nomination de la société PricewaterhouseCoopers, avec siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, enregistré sous le numéro B 65477 au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, en tant que réviseur d'entreprise agréée de la Société concernant l'audit des comptes annuels se clôturant le 31 Décembre 2011. Veuillez noter que cette nomination concerne l'audit des comptes annuels se clôturant le 31 décembre 2012.

A Luxembourg, le 13 mars 2013.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2013035299/18.

(130042972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Panluxone S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 134.309.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035357/9.

(130043354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Riben S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 12, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 148.317.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035399/9.

(130043492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Pernambuco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 81.425.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Statutaire du 28 juin 2012 tenue extraordinairement le 14 décembre 2012:

1. L'Assemblée Générale prend note de la volonté de l'Administrateur Patricia JUPILLE de reprendre son nom de jeune fille OSIEKA.

2. L'Assemblée Générale décide de renouveler les mandats des administrateurs Madame Luisella MORESCHI, Mme Frédérique VIGNERON et Mme Patricia OSIEKA ainsi que celui du commissaire aux comptes Gordale Marketing Limited ayant son siège social à Strovolou, 77, Strovolos center, Office 204 Strovolos, P.C. 2018 Nicosia, Chypre jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle de 2018.

Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Pour PERNAMBUCO S.A.

Signature

Référence de publication: 2013035362/18.

(130042984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Sappiness S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 137.041.

Les comptes annuels au 31/12/12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035428/9.

(130043443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Crossing Telecom S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5366 Munsbach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 86.244.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035725/9.

(130043826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2013.

Wallenborn Transports S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 67.255.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035532/9.

(130043227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Sappiness S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 137.041.

Les comptes annuels au 31/12/11 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035427/9.

(130043403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Idées Larges S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 42.495.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013034685/9.

(130042596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2013.

Vimo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4972 Dippach, 32, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 50.180.

Les comptes annuels au 31-12-2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013035526/9.

(130042936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

**Ingenico Eastern Europe I S.à.r.l., S.C.A., Société en Commandite par Actions,
(anc. Ogone Holding).**

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.
R.C.S. Luxembourg B 154.221.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth day of March,

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

is held an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of Ogone Holding, a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue du Plébiscite, L-2341 Luxembourg and registered with the Luxembourg Commerce and Companies Register under number B 154.221 (the Company).

The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg on May 21, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1701 dated August 20, 2010. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time on October 1, 2012, pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2763 dated November 14, 2012.

The Meeting is chaired by Régis Galiotto, private employee, with professional address in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary, Solange Wolter, private employee, with professional address in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer, Nicolas Marchand, avocat, with professional address in Luxembourg.

The chairman, the secretary and the scrutineer are collectively referred to as the Board of the Meeting.

The Board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to record that:

I. the shareholders of the Company (the Shareholders) present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list. Such list and proxies, signed ne varietur by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain attached to the present minutes;

II. all the Shareholders have been duly convened by way of written notice sent by registered letter;

III. as appears from the attendance list, 15,365,313 shares, representing collectively 78.07% of the share capital of the Company are present or represented at the present Meeting so that the Meeting can validly deliberate and decide on all the items of the agenda of which the participants have been beforehand informed;

IV. the agenda of the Meeting is the following:

1. acknowledgement, approval and, to the extent necessary, ratification that the registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and subsequent amendment to article 2, first paragraph of the Articles;

2. approval of the change of general partner of the Company from Ogone S.à r.l. to Ingenico Eastern Europe I S.à r.l. and subsequent amendment to articles 1 and 8 of the Articles;

3. amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the general partner of the Company and/or any employee of SGG in Luxembourg, to proceed on behalf of the Company to the registration of the new Company's general partner in the register of shareholders of the Company; and

4. miscellaneous.

V. these facts having been exposed and recognised as true by the Meeting, after the foregoing has been discussed and approved by the Meeting, the Meeting unanimously decides on the following resolutions:

First resolution

The Meeting acknowledges, approves and, to the extent necessary, ratifies that the registered office of the Company is established at L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite and subsequently resolves to amend article 2, first paragraph, of the Articles, which shall henceforth read as follows:

“ 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Within the same municipality, the registered office of the Company may be transferred by resolution of the General Partner. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the General Partner.”

Second resolution

The Meeting, including the current general partner of the Company, who expressly approves it, (i) approves the change of general partner of the Company from Ogone S.à r.l. to Ingenico Eastern Europe I S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with

the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 106.763 and (ii) resolves subsequently to amend article the 8 of the Articles (the Amendment), which shall read as follows:

“ **8. General Partner.** The Company shall be managed by Ingenico Eastern Europe I S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in its capacity as sole general partner (associé commandité) and manager of the Company (referred to herein as the “General Partner”). The other shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company. In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as manager of the Company, the Company shall not immediately be dissolved and liquidated provided the Supervisory Board, as provided for in Article 11 hereof, appoints an administrator, who need not to be a shareholder, in order that the effect urgent management acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within 15 days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint a successor manager, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of these Articles. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.”

Pursuant to the Amendment and in accordance with article 104 of the law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended, it is subsequently resolved to amend the article 1 of the Articles, which shall read as follows:

“ **1. Name.** The company is a société en commandite par actions existing under the name of “Ingenico Eastern Europe I S.à.r.l., S.C.A.”.”

Third resolution

The Meeting resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the general partner of the Company, and/or any employee of SGG in Luxembourg, each acting individually, to proceed on behalf of the Company to the registration of the new Company's general partner in the register of shareholders of the Company.

Estimated costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand eight hundred Euros (1,800.- EUR).

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The present notarial deed having been read to the proxyholder of the appearing parties and the members of the Board of the Meeting, the members of the Board of the Meeting signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-cinquième jour de mars.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'Assemblée) de Ogone Holding, une société en commandite par actions constituée et organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 5, rue du Plébiscite, L-2341 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154.221 (la Société).

La Société a été constituée le 21 mai 2010 suivant un acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1701 du 20 août 2010. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 1^{er} octobre 2012 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2763 du 14 novembre 2012.

L'Assemblée est présidée par Régis Galiotto, employé privé, dont l'adresse professionnelle est située à Luxembourg.

Le président nomme comme secrétaire Solange Wolter, employée privée, dont l'adresse professionnelle est située à Luxembourg.

L'Assemblée a désigné comme scrutateur Nicolas Marchand, avocat, dont l'adresse professionnelle est située à Luxembourg.

Le président, le secrétaire et le scrutateur sont collectivement désignés comme le Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau de l'Assemblée ayant été ainsi constitué, le président déclare et demande au notaire d'enregistrer ce qui suit:

I. les actionnaires de la Société (les Actionnaires) présents ou représentés ainsi que le nombre de leurs actions sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence ainsi que les procurations signées ne varietur par les personnes comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte;

II. tous les Actionnaires ont été dûment convoqués par convocation écrite envoyée par lettre recommandée;

III. comme il ressort de la liste de présence, 15.365.313 actions, représentant ensemble 78,07% du capital social de la Société sont présentes ou représentées à la présente Assemblée de sorte que l'Assemblée peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour dont les participants ont été informés préalablement;

IV. l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. prise d'acte, approbation et, dans la mesure nécessaire, ratification du fait que le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et modification subséquente de l'article 2, premier paragraphe des Statuts;

2. approbation du changement d'associé commandité de la Société d'Ogone S.à r.l. à Ingenico Eastern Europe I S.à r.l. et modification subséquente des articles 1^{er} et 8 des Statuts;

3. modification du registre des actionnaires de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de l'associé commandité de la Société et/ou tout employé de SGG Luxembourg, afin de procéder pour le compte de la Société à l'enregistrement du nouvel associé commandité de la Société dans le registre des actionnaires de la Société; et

4. divers;

V. ces faits ayant été exposés et reconnus exacts par l'Assemblée, après que ce qui précède ait été discuté et approuvé par l'Assemblée, l'Assemblée décide à l'unanimité des résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée prend acte, approuve et, dans la mesure nécessaire, ratifie le fait que le siège social de la Société est établi à L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite et par conséquence décide de modifier l'article 2, premier paragraphe des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **2. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Au sein de la même commune, le siège social de la Société peut être transféré par une résolution de l'Associé Commandité. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une résolution de l'Associé Commandité.»

Deuxième résolution

L'Assemblée, comprenant l'actuel associé commandité de la Société, qui le reconnaît expressément, (i) approuve le changement d'associé commandité de la Société d'Ogone S.à r.l. à Ingenico Eastern Europe I S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106.763 et (ii) décide par conséquence de modifier l'article 8 des Statuts (la Modification), qui sera désormais libellé comme suit:

« **8. Associé Commandité.** La Société est gérée par Ingenico Eastern Europe I S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dans sa capacité d'associé commandité unique et gérant de la Société (ci-après désigné comme l'Associé Commandité). Les autres actionnaires ne devront ni participer à, ni intervenir dans la gestion de la Société. Dans le cas d'une incapacité légale, d'une liquidation ou d'une autre situation permanente empêchant l'Associé Commandité d'agir en sa capacité de gérant de la Société, la Société ne doit pas être dissoute et liquidée, dans la mesure où, le Conseil de Surveillance, comme prévu à l'Article 11 désigne un administrateur, qui ne doit pas être associé, afin d'accomplir les actes urgents de gestions, jusqu'à la tenue d'une assemblée générale des actionnaires, que cet administrateur doit convoquer endéans les quinze (15) jours à partir de sa désignation. Lors de cette assemblée générale, les actionnaires pourront désigner un gérant successeur, conformément au quorum et aux règles de majorité requis pour la modification des Statuts. Dans le cas où cela ne serait pas respecté, la Société pourra être dissoute et liquidée.»

Conformément à la Modification et en conformité avec l'article 104 de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, il est par conséquent décidé de modifier l'article 1 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **1. Dénomination.** La société est une société en commandite par actions existant sous la dénomination sociale d'«Ingenico Eastern Europe I S.à r.l., S.C.A.»»

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des actionnaires de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnée à tout gérant de l'associé commandité de la Société, et/ou tout employé de SGG à Luxembourg, chacun agissant individuellement, afin de procéder pour le compte de la Société à l'enregistrement du nouvel associé commandité de la Société dans le registre des actionnaires de la Société.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges, de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ mille huit cents Euros (1.800,- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire des parties comparantes ainsi qu'aux membres du Bureau de l'Assemblée, lesdits membres du Bureau de l'Assemblée ont signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER, N. MARCHAND et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 4 avril 2013. Relation: LAC/2013/15390. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 avril 2013.

Référence de publication: 2013050071/179.

(130061396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Swan SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 175.600.

STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND THIRTEEN,
ON THE TWENTY-Second DAY OF FEBRUARY.

Before the undersigned Maître Cosita Delvaux, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

SWAN ASSET MANAGEMENT S.A., with registered office at Via L. Zuccoli, CH-6900 Lugano-Paradiso (Switzerland), represented by Marco Domenico Petronio, professionally residing at 11, rue Beatrix de Bourbon, L-1225 Luxembourg by virtue of a proxy given on 18 February 2013, which, after having been signed ne varietur by the proxy holder of the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

Such appearing party, acting in the here above stated capacity, has requested the notary to inscribe as follows the Articles of Incorporation of a société anonyme which it forms:

Title I. - Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There exists among the subscriber and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital -specialised investment fund (société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé) under the name of "SWAN SICAV-SIF" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred within the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the board of directors of the Company (hereafter the "board" or "board of directors").

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities, units or shares of other open-ended and closed-ended undertakings for collective investment and other assets permitted

by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds (hereinafter the "Law of 2007"), as amended from time to time.

The Company is dedicated to institutional investors, professional investors and other well-informed investors as these categories of eligible investors are defined in the Law of 2007, as amended from time to time (collectively the "Qualified investors").

Title II. - Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share capital - Share Classes. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law, i.e. one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000.-). Such minimum capital must be reached within a period of twelve months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment - specialised investment fund under Luxembourg law. The initial capital is thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by fully paid up shares of no par value.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class shall be invested in transferable securities of any kind, units or shares of other open-ended and closed-ended undertakings for collective investment and other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the board of directors for the Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes, subject to the investment restrictions provided by law or by regulation or determined by the board of directors.

The board of directors shall establish a portfolio of assets constituting a sub-fund (individually a "Sub-Fund", collectively the "Sub-Funds") for each class or for two or more classes. The Company constitutes one single legal entity. However, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. In addition, each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the total of the net assets of all the classes.

Art. 6. Form of shares. The Company shall issue shares in registered form only.

All issued registered shares of the Company shall be registered into the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered shares held by him and the amount paid on the shares.

The inscription of the shareholder's name into the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if any, shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The certificates, if any, will remain valid even if the list of authorized signatures of the Company is modified. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the board of directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the board of directors shall determine.

Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed into the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the board of directors.

Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance

of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

The Company may decide to issue fractional shares up to three decimals. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the distributions and/or net assets attributable to the relevant class on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of shares. The board of directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class or Sub-Fund; the board of directors may, in particular, decide that shares of any class or Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the issue documents for the shares.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be based on the net asset value per share of the relevant class within the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof as of such Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors. The price so determined shall be payable within a maximum period as provided for in the issue documents for the shares.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them. If subscribed shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

The board of directors may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities or other permitted assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation for the independent auditor qualifying as réviseur d'entreprise agree to deliver a valuation report on this contribution and provided that such securities or other permitted assets comply with the investment objective, policies and restrictions of the relevant Sub-Fund as described in the issue documents for the shares. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the incoming investor.

Art. 8. Redemption of shares. Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the board of directors in the issue documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles.

The redemption price per share shall be paid within a maximum period as provided for in the issue documents for the shares, as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provisions of Article 12 hereof.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of the relevant Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Further, if on any given Valuation Day redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the number of shares in issue of a specific class, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interests of the Company.

Any redemption request may furthermore be deferred in special circumstances if the board of directors considers that the implementation of the redemption or the conversion request on such Valuation Day would adversely affect or prejudice the interests of the relevant Sub-Fund or the Company.

Under special circumstances including, but not limited to, default or delay in payments due to the relevant Sub-Fund from banks or other entities, the board of directors may, in turn, delay all or part of the payment to shareholders requesting redemption of shares in the Sub-Fund concerned. The right to obtain redemption is contingent upon the Sub-Fund having sufficient liquid assets to honour redemptions.

The board of directors may also defer payment of the redemption of a Sub-Fund's shares if raising the funds to pay such a redemption would, in the opinion of the board of directors, be detrimental to the remaining shareholders. The payment may be deferred until the special circumstances have ceased; redemption could be based on the then prevailing net asset value per share.

The redemption price shall be based on the net asset value per share of the relevant class within the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the issue documents for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

The board of directors may, in its sole discretion, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, notably the obligation to deliver a valuation report from an auditor qualifying as a réviseur d'entreprises agréé, decide to satisfy the payment of the redemption proceeds to any shareholder either wholly or partly in specie by allocating to such shareholder assets of the relevant Sub-Fund, equal in value as of the Valuation Day with respect to which the redemption price is calculated, to the net asset value of the Shares to be redeemed less any applicable redemption fee. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the redeeming shareholder and/or the other shareholders of the relevant share class(es). The cost of such transfer shall be borne by the transferee.

If the net assets of any Sub-Fund do not reach a level at which the board of directors considers management possible or fall below a level under which the board of directors considers management not possible, the board of directors may decide the merger of one Sub-Fund with one or several other Sub-Funds of the Company in the manner described in Article 24 hereof.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of shares. Unless otherwise determined by the board of directors of the Company, any shareholder may be entitled to request the conversion of all or part of his shares in any Sub-Fund into shares of another existing Sub-Fund.

The price for the conversion of shares shall be computed by reference to the respective net asset value of the two Sub-funds and share classes, calculated on the same Valuation Day following the business day on which the conversion request is accepted.

The board of directors may set restrictions as to the frequency, terms and conditions of conversions and subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of the relevant Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

The shares which have been converted into shares of another Sub-Fund shall be cancelled.

Under the responsibility of the board of directors, conversions may be effected in kind by conversion of a representative selection of the original Sub-Fund's holding in securities and cash pro rata to the number of shares converted, to the receiving Sub-Fund having a compatible investment policy as certified by an auditor qualifying as a réviseur d'entreprises agréé. Any expenses incurred in the valuation of the conversion in kind may be borne by the incoming investor.

Art. 10. Restrictions on ownership of shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company the latter is not a Qualified investor as defined in Article 4 hereof or if such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

Specifically, but without limitation, the Company may restrict the ownership of shares in the Company by any non-Qualified investor and by any U.S. person, as defined in this article, and for such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a non-Qualified investor or by a U.S. person; and

B.- at any time require any person whose name is entered into, or any person seeking to register the transfer of shares into the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a non-Qualified investor or in a U.S. person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a non-Qualified investor or by a U.S. person; and

C.- decline to accept the vote of any non-Qualified investor or of any U.S. person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any non-Qualified investor or any U.S. person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction,

the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing into the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed from the register of shareholders.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Day specified by the board of directors for the redemption of shares in the Company immediately preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the board of directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant class or classes. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" means a citizen or resident of, or a company or partnership organized under the laws of or existing in any state, commonwealth, territory or possession of the United States of America, or an estate or trust other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States of America is not includible in gross income for purpose of computing United States income tax payable by it.

Art. 11. Calculation of net asset value per share. The net asset value per share of each class within each Sub-Fund shall be expressed in the reference currency (as defined in the issue documents for the shares) of the relevant class or Sub-Fund and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each class, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class, on any such Valuation Day, by the total number of shares in the relevant class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The calculation of the net asset value per share of each class in a Sub-Fund may be computed up to one calendar month after the relevant Valuation Day in order to take into account the most current prices of any undertakings for collective investment in which the respective Sub-Fund may be invested. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest second decimal place as the board of directors shall determine. If the board of directors considers that the net asset value calculated on a given Valuation Day is not representative of the fair value of the Sub-Fund's Shares or if, since the calculation of the Net Asset Value, there have been significant fluctuations on the stock exchanges concerned, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, decide to actualise the Net Asset Value on that same day.

The valuation of the net asset value of the different classes shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stocks, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all units or shares of other undertakings for collective investment;
- 5) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

6) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;

7) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;

8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes payable and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(b) The value of securities which are listed or dealt in on any stock exchange will be based on the previous day closing prices on the stock exchange which can reasonably be considered the principal market of such securities, and each security traded on any other stock exchanges or regulated markets will, unless otherwise provided in the offering documentation of the Company, be based on its last available price on the principal market on which such securities are listed or admitted for trading, as furnished by a recognized pricing service approved by the board of directors; for non-listed securities or securities not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market, as well as listed or non-listed securities on such other market for which no valuation price is available, or securities for which the quoted prices are not representative of the fair market value, the value thereof shall be determined prudently and in good faith on the basis of foreseeable sales prices or on the basis of the prices as determined by the board of directors.

(c) The value of each security or other asset dealt in on any other regulated market that operates regularly, is recognized and is open to the public (a "Regulated Market") will be based on its last available price on the principal market on which such security is listed or admitted for trading, as furnished by a recognized pricing service approved by the board of directors.

(d) In the event that any assets are not listed nor dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) or (c) is not representative of the fair market value of the relevant assets, or if, with respect to any assets listed or not listed on such other market for which no valuation price is available, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith or on the basis of the prices as determined by the board of directors.

(e) Units or shares of other undertakings for collective investment will be valued at their latest determined and available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the board of directors on a fair and equitable basis. In particular some of the other undertakings for collective investment might not offer a valuation more frequently than monthly; valuations of such investments might be based on estimated or final figures calculated on the last available valuation and the market development in the opinion of the relevant manager of these investments. These valuations may be subject to adjustment (upward or downward) upon the finalization or the auditing of such valuation.

(f) The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts not traded on stock exchanges nor on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the board of directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts traded on stock exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on stock exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, spot, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the board of directors may deem fair and reasonable.

(g) Swaps will be valued at their market value.

(h) Money market instruments are valued at: a) market value plus any accrued interest for instruments having, at the moment of their acquisition by the Company, an initial or remaining maturity of more than 12 (twelve) months, until the instruments have a remaining maturity of less than 12 (twelve) months at which time they will move to an amortised cost basis plus accrued interest, and b) if no market value is available, on an amortised cost basis plus accrued interest for instruments having, at the moment of their acquisition by the Fund, an initial or remaining maturity of less than 90 (ninety) days.

(i) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a class or Sub-Fund will be converted into the reference currency of such class or Sub-Fund at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the board of directors.

The board of directors, in its discretion, may permit some other methods of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the board of directors, as well as such amount (if any) as the board of directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to organisational and offering expenses, fees payable to its investment managers, assistant managers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to its auditors and accountants, custodian and correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, registrar and transfer agent, distributors, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the costs of preparing, printing, advertising and distributing issue documents, periodical reports or registration statements, share certificates, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateable for yearly or other periods. No fees or other expenses are payable by the Company to the Directors.

III. The assets shall be allocated as follows:

The board of directors shall establish a Sub-Fund in respect of each class and may establish a Sub-Fund in respect of two or more classes in the following manner:

- a) If two or more classes relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. Within a Sub-Fund, classes may be defined from time to time by the board of directors so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific distribution fee structure, and/or (v) specific types of investors entitled to subscribe the relevant classes, and/or (vi) a specific currency, and/or (vii) any other specific features applicable to one class;
- b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund established for that class, and the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the class to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such class or classes shall be applied to the corresponding Sub-Fund subject to the provisions of this Article;
- c) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;
- d) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;
- e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds pro rata to the net asset values of the relevant classes or in such other manner as determined by the board of directors acting in good faith. Each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund;
- f) Upon the payment of distributions to the holders of any class, the net asset value of such class shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organization which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant class or Sub-Fund shall be valued after taking into account the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary suspension of calculation of net asset value per share, of issue, Redemption and Conversion of shares. With respect to each class, the net asset value per share and the subscription, redemption and conversion price of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company at a frequency determined by the board of directors, such date or time of calculation being referred to herein as the "Valuation Day".

The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any particular sub-fund and share class and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as the conversion from and to shares of each class:

- a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund or share class from time to time are listed or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

- b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the board of directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable;

- c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund;

- d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such class or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the board of directors, be effected at normal rates of exchange;

- e) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund or share class cannot promptly or accurately be ascertained;

- f) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding up, dissolution, orderly disposal of the Company or of any Sub-Funds;

- g) during any period when the market of a currency in which a substantial portion of the assets of the Company is denominated is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are suspended or restricted;

- h) during any period when political, economical, military, monetary or fiscal circumstances which are beyond the control and responsibility of the Company prevent the Company from disposing of the assets, or determining the net asset value of the Company in a normal and reasonable manner;

- i) during any period when the calculation of the net asset value per unit or share of a substantial part of the undertakings for collective investment the Company is investing in, is suspended and this suspension has a material impact on the net asset value of such class;

- j) in any other case where deemed necessary by the board of directors;

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Such suspension as to any Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other Sub-Fund.

Any application for subscription, conversion or redemption of Shares submitted to the relevant Sub-Fund during a suspension period may be withdrawn by the applicant; such withdrawal must be notified to the Fund before the end of

the suspension period. If no such notice of withdrawal is received by the Fund, such application will be dealt with on the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

Title III. - Administration and Supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 14. Board meetings. The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, if any, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a simple majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The board of directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the board of directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least one week prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a previous resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The directors may not bind the Company by their individual signature, except if specifically authorized thereto by a resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a simple majority of the directors is present or represented.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the person who will chair the meeting. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors or by the secretary or any other authorized person.

Resolutions are taken by a simple majority vote of the directors present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the board of directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

Art. 16. Corporate signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. Delegation of power. The board of directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its

powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board of directors, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The board of directors may in this way delegate to investment manager(s), under its overall supervision, direction and responsibility, the daily management of the assets of the Company.

The board of directors or the investment manager(s) may be assisted by any assistant manager(s) in the performance of the Company's administrative duties.

The board of directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment policies and Restrictions. The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations.

Art. 19. Conflict of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the investment manager, the assistant manager, the custodian or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 20. Indemnification of directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Independent auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders of the Company and remunerated by the Company.

The independent auditor shall fulfil all duties prescribed by the Law of 2007, as amended from time to time.

Title IV. - General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. General meetings of shareholders of the company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the board of directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

The annual general meeting of shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg at a place specified in the notice of meeting, on the second Tuesday of the month of June of each year at 12.00 (noon) or, if any such day is not a business day, on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address into the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders needs not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the board of directors except when the meeting is called on the written demand of the shareholders in which case the board of directors may prepare a supplementary agenda.

As the shares are issued in registered form only, no publications of the notice of meeting will be made; notices to shareholders will be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share of whatever class is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing, by telegram, telex or telefax to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of the Company are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 23. General meetings of shareholders of a class or of classes. The shareholders of the class or of classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class.

The provisions of Article 22, paragraphs 2, 3, 7, 8 and 9 shall apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing, by telegram, telex or telefax to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other class or classes, shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such class or classes in compliance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915").

Art. 24. Dissolution and Merger of Sub-Funds. In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund has decreased to an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economical, monetary or political situation relating to the Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund or in order to proceed to an economical rationalization, the board of directors may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant class or classes issued in such Sub-Fund at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall send a notice in writing to the holders of the relevant class or classes at least thirty days prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or class of Shares concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the effective date for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, the general meeting of Shareholders of any Sub-Fund or class of Shares may, upon proposal from the board of directors, redeem all the Shares of such Sub-Fund or class of Shares and refund to the Shareholders the NAV of their Shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the board of directors may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the "New Sub-Fund"). Such decision will be notified in the same manner as described in the first paragraph of this Article (and, in addition, the notification will contain information in relation to the New Sub-Fund), one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period.

In the case of a merger with another Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment the decision shall be binding only on

such shareholders who have voted in favour of such merger; the other shareholders will be considered to have asked for the redemption of their shares.

Art. 25. Accounting year. Afterwards, the Company's accounting years shall commence on the 1 (first) of January of each year and shall terminate on the 31 (thirty-first) of December of the same year.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of each Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the board of directors to declare, distributions.

For any class entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

The shareholders of the class or of classes issued in respect of any Sub-Fund shall decide on the disposal of the results of each Sub-Fund at special class or classes meetings according to the provisions of Article 23 hereof.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses into the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant class or classes.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. - Final provisions

Art. 27. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5th April 1993 on the financial sector (hereinafter the "custodian").

The custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2007, as amended from time to time.

If the custodian desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The board of directors may terminate the appointment of the custodian, but shall not remove the custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 28. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to a general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall also be referred to a general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital indicated in Article 5 hereof; in such event, the general meeting shall be held without any quorum requirement and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days as from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation of the Company. The liquidation of the Company shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities and do not need to be shareholders, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Art. 30. Amendments to the Articles of Incorporation. The general meeting of shareholders may amend these Articles of Incorporation subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of 1915.

Art. 31. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 32. Applicable law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the Law of 2007, as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory provisions

1) The first accounting year will begin on the date of the formation of the Company and will end on 31 December 2013.

2) The first annual general meeting will be held on Tuesday, 10 June 2014.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the said appearing party, here represented as stated here above, declares to subscribe to the shares as follows:

- Swan Asset Management S.A. pre-named, subscribes for 310 shares with no par value.

The subscribed capital has been fully paid up in cash. The result is that as of now the Company has at its disposal the sum of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-).

Evidence of the above payment was given to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Article 26 of the Law of 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its organisation are estimated at approximately EUR 2.900.-.

General meeting of shareholders

The above named person representing the entire subscribed capital and considering itself as validly convened, has immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders which resolved as follows:

I. The following are elected as directors, their term of office expiring at the Annual General Meeting in 2014:

- Mr. Enrico Angella, born in Genova (Italy) on 21 November 1965, residing professionally at Via L. Zuccoli 19, CH-6900 Lugano-Paradiso, Switzerland;

- Mr. Fabrizio Biondo, born in Palermo (Italy) on 21 February 1970, residing professionally at Via L. Zuccoli 19, CH-6900 Lugano-Paradiso (Switzerland);

- Mr. Andrea Rocca, born in Rome (Italy) on 24 April 1971, residing professionally at Via G. Verdi 6, 20121 Milan (Italy);

- Mr. Sante Jannoni, born in Milan (Italy) on 25 May 1964, residing professionally at 11, Rue Beatrix de Bourbon, L-1225 Luxembourg.

II. The following is elected as independent auditor, its term of office expiring at the Annual General Meeting in 2014:

- PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg.

III. The address of the Company is set at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in English.

WHEREOF, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Signé: M. D. PETRONIO, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 25 février 2013. Relation: RED/2013/291. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 04 mars 2013.

M^e Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013030814/709.

(130037296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Ries Ingenieure-Conseils SA, Société Anonyme.

Siège social: L-6183 Gonderange, 4, rue Hiel.

R.C.S. Luxembourg B 176.660.

—
STATUTS

L'an deux mil treize, le dix-sept avril.

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen.

A comparu:

Monsieur Norbert RIES, ingénieur-conseil en génie civil, né à Dieburg, Allemagne, le 14 novembre 1967, demeurant à D-54457 Wincheringen, Elblingring, 18.

Ce comparant a requis le notaire instrumentant d'acter comme suit les statuts d'une société anonyme qu'il constitue comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre la personne ci-avant désignée et toutes celles qui deviendront par la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de «RIES INGENIEURS-CONSEILS SA».

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Junglinster.

Par simple décision du Conseil d'Administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'exploitation d'un bureau d'ingénieurs-conseils en construction en général et en génie civil. Elle a plus précisément pour objet l'étude et l'analyse, le contrôle et l'expertise, la consultation et la conception, l'assistance et la réalisation, la direction, la coordination et la surveillance de tous travaux dans le cadre de la construction en général, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire en particulier, ainsi que la synthèse des activités diverses participant à la réalisation de l'objet social. Elle pourra exécuter toutes prestations techniques, scientifiques, informatiques et didactiques, notamment la formation dans le domaine de l'ingénierie.

La société s'interdit toute participation ou activité pouvant créer un conflit d'intérêts et porter atteinte à l'indépendance professionnelle de l'activité libérale d'ingénieur-conseil et elle s'engage à respecter toutes les dispositions législatives et réglementaires auxquelles est soumise l'activité réglementée en question.

La société a également pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra plus généralement acquérir et obtenir tous brevets d'invention et de perfectionnement, licences, procédés et marques de fabriques, les exploiter, céder et concéder toutes les licences.

La société a également pour objet l'acquisition, la détention, la mise en valeur et la gestion d'immeubles situés tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, mais uniquement dans le cadre de la gestion de son patrimoine propre.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe dont elle pourrait faire partie ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés qui seraient de nature à favoriser son développement. Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

Elle pourra conclure toute convention de rationalisation, de collaboration, d'association ou autres avec d'autres entreprises, associations ou sociétés.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

De manière générale, la société pourra passer tout acte et prendre toute disposition de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille Euros (EUR 31.000,-) représenté par mille actions (1000) d'une valeur nominale de trente et un Euros (EUR 31,-).

Les actions sont et resteront uniquement nominatives.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut, dans la mesure et les conditions que la loi permet, racheter ses propres actions.

Toute action est indivisible, la société ne reconnaît, quant à l'exercice des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire pour chaque titre.

Si le même titre appartient à plusieurs personnes, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule d'entre elles soit désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

Art. 6. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social ou en tout autre endroit à préciser dans les convocations, le 3^{ème} jeudi du mois de juin.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 7. Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, soit par original, soit par téléfax, par télégramme ou par télex une autre personne comme mandataire.

Les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés votants, sauf les majorités spéciales légalement requises.

Art. 8. Les assemblées des actionnaires seront convoquées par le conseil d'administration, à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour, et envoyé par lettre recommandée au moins huit jours avant l'assemblée à tout titulaire d'actions nominatives à son adresse portée au registre des actionnaires.

Cependant, si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale, et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans avis de convocation ni publication préalable.

Art. 9. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Cependant au cas où la Société est constituée par un actionnaire unique ou s'il est constaté lors d'une assemblée générale que la Société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur unique nommera ou confirmera la nomination de son représentant permanent en conformité avec la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales tel que modifiée.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunira sur convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans la convocation.

Le conseil d'administration, s'il y a lieu, nommera des fondés de pouvoir de la Société.

Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signé(s) par tous les membres du conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la première signature.

Art. 11. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par l'administrateur qui aura assumé la présidence.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le secrétaire (s'il y en a) ou par deux administrateurs.

Art. 12. Le conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs administrateur(s)-délégué(s) qui aura (auront) pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et qui représentera (représenteront) la société en justice.

Art. 13. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs dont obligatoirement l'administrateur-délégué, soit par la signature individuelle du délégué du conseil. Au cas où le Conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par la signature individuelle de l'administrateur unique.

Art. 14. Les opérations de la Société, comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, les questions fiscales et l'établissement de toutes déclarations d'impôt ou autres déclarations prévues par la loi luxembourgeoise, seront surveillées par un commissaire. Le commissaire sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période prenant fin le jour de la prochaine assemblée générale des actionnaires et jusqu'à l'élection de son successeur. Le commissaire restera en fonction jusqu'à sa réélection ou l'élection de son successeur.

Le commissaire en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée des actionnaires.

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social tel qu'il est prévu à l'article cinq des statuts ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration peut décider de payer des dividendes intérimaires selon les conditions et les restrictions prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés en temps et lieu qu'il appartiendra par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de majorité requises par l'article 67-1 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

Art. 19. Pour toutes matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2013.

La première assemblée générale ordinaire se tiendra en l'année 2014.

Souscription

Les actions ont été souscrites comme suit:

M. Norbert RIES, préqualifié	1.000 actions
TOTAL	1.000 actions

Les actions de la société ont été intégralement libérées en espèces par l'actionnaire, de sorte que le montant de trente et un mille Euros (€ 31.000,-) est dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement, et qu'en outre ces conditions sont conformes aux prescriptions de l'article 27 de cette même loi.

En outre, le comparant a été informés que la société ne pourra passer des actes de commerce qu'après avoir obtenu les autorisations administratives y relatives.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que se soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de € 1.200,-.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, le comparant déclare être le bénéficiaire réel de cette opération et il déclare en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Assemblée constitutive

Et à l'instant le comparant préqualifié, représentant l'intégralité du capital social, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se reconnaît dûment convoqué, il a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un.
2. Le nombre des commissaires est fixé à un.
3. Est appelé aux fonctions d'administrateur pour une durée de six années:

Monsieur Norbert RIES, ingénieur en génie civil, né à Dieburg, Allemagne, le 14 novembre 1967, demeurant à D-54457 Wincheringen, Elblingring, 18.

4. Est appelé(e) aux fonctions de commissaire pour une durée de six ans:

La société Fiduciaire Cabexco s.à r.l. avec siège à L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon, RCSL B 139.890.

5. Le siège social est fixé à L-6183 Gonderange, 4, rue Hiel.

Les frais et honoraires en relation avec le présent acte sont à la charge de la société, le fondateur en étant débiteur solidaire.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, qui s'est fait connaître du notaire par ses nom, prénom usuel et résidence, ledit comparant a signé ensemble avec Nous notaire la présente minute, après s'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: N. RIES, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 18 avril 2013. Relation CAP/2013/1348. Reçu: soixante-quinze Euros (€ 75,00).

Le Receveur ff. (signé): M. ENTRINGER.

Pour copie conforme.

Capellen, le 19 avril 2013.

Référence de publication: 2013050864/184.

(130061778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Breega Capital Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 176.626.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the fifth day of April.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Breega Capital, a société à responsabilité limitée governed by French law, registered under number 791 519 846 with the RCS Paris, and having its registered office at 42, avenue Montaigne - F-75008 Paris, France,

here represented by Mr. Benoît Marrel, manager, residing professionally in Paris (France),

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the above notary to draw up the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which the prenamed party hereby declares to form among himself as follows:

Art. 1. Form. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, pursuant to the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law"), Article 1832 of the Civil Code and by the present articles of association (the "Articles").

The Company may at any time be composed of one or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Object. The object of the Company is the acquisition and holding of interests in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings.

The Company may provide financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as the providing of loans and granting of guarantees or securities in any kind or form.

The Company may also utilize its funds to invest in real estate and, provided such investment is ancillary to or related to the acquisition, holding, administration, development and management of the undertaking forming part of the group of the Company, the Company may invest in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and may privately issue bonds, notes or similar debt instruments.

In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may regard as useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may act among others as unlimited or limited shareholder in any Luxembourg or foreign partnership.

Art. 3. Name. The name of the Company is "Breega Capital Luxembourg Sàrl".

Art. 4. Duration. The duration of the Company is unlimited.

Art. 5. Registered office. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by decision of the sole shareholder or, in case of plurality of shareholders, by a decision of the shareholders' meeting.

The Manager or, as the case may be, the Board, as defined in Article 12 of these Articles, may also establish branches and subsidiaries, whether in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad.

In the event that the Manager or, as the case may be, the Board, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager or, as the case may be, by the Board.

Art. 6. Share Capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-), divided into twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

Art. 7. Amendment of the share capital. The share capital may at any time be amended by a decision of the sole shareholder or by a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be.

The Company may, to the extent and under terms permitted by law, redeem its own shares.

Art. 8. Rights and Obligations attached to the shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders.

If the Company is composed of a single shareholder, the latter exercises all powers which are granted by the 1915 Law and the Articles to all the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders.

The creditors or successors of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the Company's inventories and the resolutions of the single shareholder or of the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Each share is indivisible insofar as the Company is concerned.

Co-owners must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Art. 10. Transfer of shares - Repurchase of shares. If the Company is composed of one single shareholder, the single shareholder can transfer freely its shares.

If the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders. However, the shares may only be transferred to non-shareholders subject to the approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital by application of the requirements of Articles 189 and 190 of the 1915 Law.

The Company may repurchase its own shares.

Art. 11. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy or insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not have as effect to put the Company into liquidation.

Art. 12. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders. Manager(s) are appointed and removed from office by a decision of the single shareholder or, as the case may be, by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated, the Managers are appointed for an undetermined period.

The manager(s) may be re-elected.

The manager(s) may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers (the "Board").

Any manager may participate in any meeting of the Board by conference call or by other similar means of communication allowing all persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person.

Managers may be represented at meetings of the Board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept, provided however that at least two managers must be present in person or by conference call.

Written notice of any meeting of the Board must be given to the managers twenty four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the minutes of the meeting.

The convening notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication, as well as by a waiver expressly given by all managers present or represented at the meeting of the Board, as transcribed into the minutes of the meeting.

A convening notice will not be required for a Board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board.

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may decide appointing managers of different classes. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the meeting and the managers shall be identified with respect to the class they belong.

The Board can only act or deliberate validly if a majority of the managers in office are present or represented.

Decisions of the Board are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by representation). In the event however the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers, any resolutions of the Board may only be validly taken if they are approved by the majority of managers including at least one manager of each class.

The attendance list and the minutes of any meeting of the Board shall be signed by all managers present or represented at such meeting.

The Board may also unanimously pass resolutions on one or several similar documents by circular resolutions when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. Circular resolutions may be executed in counterparts.

Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

Art. 13. Events affecting the managers. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as its resignation or removal for any cause does not have as effect to put the Company into liquidation.

Creditors, heirs and successors of a manager may in no event have seals affixed on the assets and documents of the Company.

Art. 14. Liability of the managers. No manager commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. It is only liable for the performance of its duties.

Art. 15. Representation of the Company. The Company will be bound by the sole signature of the manager, in the case of a sole manager, and in the case of a Board, by the joint signature of two managers, provided however that in the event the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers, the Company will only be validly bound by the joint signature of managers including at least one manager of each class (including by way of representation).

In any event, the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the manager, in the case of a sole manager, or, in the case of a Board, by the single or joint signature of any person(s) to whom such signatory powers shall have been delegated by the Board.

Art. 16. General meetings of shareholders. As long as the Company is composed of a sole shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders.

Articles 194 to 196 and 199 of the 1915 Law are not applicable to that situation.

In case the Company is composed of several shareholders, the decisions of the shareholders are taken in a general meeting of shareholders.

An annual general meeting of shareholders approving the annual accounts shall be held annually within six (6) months after the close of the accounting year at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice of the meeting.

Art. 17. Decisions of the shareholders. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them. However, resolutions to amend the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's shares. Change of nationality of the Company requires unanimity.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The decisions of the single shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders are documented in writing and are kept at the registered office of the Company.

The documents evidencing the votes cast in writing as well as the proxies are attached to the minutes.

Art. 18. Financial year. The financial year begins on the first January of each year and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 19. Annual accounts. At the end of each financial year, the Company's annual accounts are established by the manager or, as the case may be, the Board. The manager, in the case of a sole manager, or, as the case may be, the Board, prepares a general inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder or his/her/its attorney-in-fact carrying a written proxy may obtain at the Company's registered office communication of the said inventory and balance sheet.

Art. 20. Allocation of profits. The credit balance of the Company stated in the annual inventory, after deduction of overhead, depreciation and provisions represents the net profit of the financial year.

Five percent (5%) of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation will no longer be mandatory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital.

The remaining profit is allocated by resolution of the shareholder(s), as the case may be.

Notwithstanding the preceding provisions, the manager, in the case of a sole manager or, as the case may be, the Board, may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the year on the basis of a statement of accounts showing (i) that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed where applicable, realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles (ii) and that any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

Art. 21. Dissolution - Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or one of the shareholders.

The liquidation of the Company shall be decided by the single shareholder or by shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

In case of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried on by one or several liquidators who may, but need not be shareholders, appointed by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, who shall determine their powers and their compensation.

Art. 22. Matters not provided. All matters not specifically governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law.

Subscription and Payment

The Articles having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for the number of shares and has paid in cash the amount mentioned hereafter:

Shareholder	Subscribed capital (EUR)	Number of ordinary shares	Amount paid-in (EUR)
Breega Capital prenamed;	12,500.-	12,500	12,500.-
Total:	12,500.-	12,500	12,500.-

All the shares have been fully subscribed and totally paid up by the above named shareholder so that the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) is from this day on at the free disposal of the company.

Evidence of such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in Article 183 of the 1915 Law, have been complied with.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed, are estimated to be approximately EUR 1,400.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolved to set at two (2) the number of managers.

The sole shareholder resolved to create two classes of managers: (i) Class A, and (ii) Class B.

The sole shareholder resolved to appoint the following managers for an unlimited duration, with the powers set forth in Article 12 of the Articles:

- *In capacity as Class A manager:*

Mr. Benoît Marrel, entrepreneur, a French citizen, born in Montpellier, France, on 20 November 1980, with address at 30, rue du Plateau, F-75019 Paris, France.

- *In capacity as Class B manager:*

Mr. Daniel Boone, attorney-at-law, a French citizen, born in Lille, France, on 28 January 1965, with professional address at 49, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

Second resolution

The registered office of the Company shall be at 9, Allée Scheffer, L- 2520 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

Third resolution

The sole shareholder resolved to appoint the following individual who will be empowered to execute orders in relation to the bank accounts of the Company. Any banking operation shall require the sole execution thereof by Mr. Benoît Marrel, prenamed.

Fourth resolution

The sole shareholder resolved that the first accounting period of the Company will start on the date hereof and will end on 31st December 2013 (included).

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is in English followed by a French version. In case of divergence between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, said proxy holder signed together with the notary this original deed.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le cinq avril.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,.

A comparu:

Breega Capital, une société à responsabilité limitée de droit français, immatriculation auprès du RCS Paris sous le numéro 791 519 846, ayant son siège social à 42, avenue Montaigne - F-75008 Paris, France,

Ici représentée par Monsieur Benoît Marrel, gérant, demeurant professionnellement à Paris (France),

La partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»), par l'Article 1832 du Code Civil ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut, à toute époque, comporter un ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, par suite notamment, de cession de parts sociales ou d'émission de parts sociales nouvelles.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet l'acquisition et la détention de participations dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut accorder toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, y compris des prêts, garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit.

La Société peut également utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier et, à condition qu'un tel investissement soit accessoire ou connexe à l'acquisition, la détention, l'administration, le développement et la gestion d'une société qui fait partie du même groupe de sociétés que la Société, la Société peut investir dans des droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations ou d'instruments de dette similaires.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

La Société peut agir, entre autres, comme actionnaire commanditaire ou commandité dans toute société en commandite ou assimilé de droit luxembourgeois ou étranger.

Art. 3. Dénomination. La Société prend la dénomination de "Breega Capital Luxembourg Sàrl".

Art. 4. Durée. La Société est établie pour une durée illimitée.

Art. 5. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée des associés.

Le gérant ou, le cas échéant, le Conseil de gérance, comme défini à l'Article 12, peut pareillement établir des succursales et des filiales aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le gérant ou, le cas échéant, le Conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la

communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille mesure provisoire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le gérant ou, le cas échéant, par le Conseil de gérance de la Société.

Art. 6. Capital social. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12,500.-), divisé en douze mille cinq cents (12,500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié, moyennant une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi, racheter ses propres parts sociales.

Art. 8. Droits et Obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés.

Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi de 1915 et les Statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas.

Les créanciers ou ayants-droit de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Cession de parts - Rachats de parts sociales propres. Si la Société est composée d'un associé unique, ledit associé unique peut librement céder ses parts.

Si la Société est composée d'une pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, par application des prescriptions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

La Société peut racheter ses parts sociales.

Art. 11. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un associé. L'interdiction, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire de l'associé unique ou l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 12. Gérance de la Société. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont élus et révoqués par une simple décision prise par l'associé unique ou, le cas échéant, par une décision prise à la majorité par l'assemblée générale des associés, laquelle détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont élus pour une durée indéterminée.

Les gérants pourront être réélus et leur nomination pourra être révoquée avec ou sans raison (ad nutum) à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de Gérance (le «Conseil de gérance»).

Tout gérant peut participer à une réunion du Conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. La participation ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation physique à une telle réunion ou à la tenue d'une réunion en personne.

Les gérants peuvent être représentés aux réunions du Conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter, étant entendu qu'au moins deux gérants soient présents en personne ou par conférence téléphonique.

Une convocation écrite à toute réunion du Conseil de gérance devra être donnée aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance quant à la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les raisons de l'urgence devront être mentionnées dans la convocation.

La convocation pourra être omise en cas d'accord de chaque gérant donné par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, ainsi que par une renonciation expresse donnée par tous les gérants présents ou représentés à la réunion du Conseil de gérance, cette renonciation étant mentionnée dans le procès-verbal de la réunion.

Une convocation spéciale ne sera pas nécessaire pour la réunion d'un conseil qui se tiendra à l'heure et au lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le Conseil de gérance.

L'associé unique ou le cas échéant l'assemblée générale des associés pourra décider de nommer des Gérants de classes différentes. Une telle classification de gérants devra être dûment enregistrée avec le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants devront être identifiés en ce qui concerne la classe à laquelle ils appartiennent.

Le Conseil de gérance ne peut agir ou délibérer valablement que si une majorité des gérants en fonction sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil de gérance sont valablement prises par un vote favorable pris à la majorité des gérants de la Société (y inclus par voie de représentation). Cependant, au cas où l'associé unique ou l'assemblée générale des associés aurait nommé différentes classes de gérants, toute résolution du Conseil de gérance ne pourra être valablement prise que si elle est approuvée par la majorité des Gérants, y inclus au moins un gérant de chaque classe.

Les listes de présence et les procès-verbaux des réunions du Conseil de gérance devront être signés par les gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le Conseil de gérance pourra également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie de circulaires exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'intégralité formera les documents circulaires prouvant une fois dument signés l'existence de la résolution. Les résolutions des gérants, y inclus les résolutions circulaires, pourront être certifiées ou un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de tout gérant.

Art. 13. Evénements affectant les gérants. Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout autre événement similaire affectant le gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants-cause d'un gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 14. Responsabilité des gérants. Aucun gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 15. Représentation de la Société. La Société sera engagée par la signature individuelle en cas de gérant unique, et en cas d'un Conseil de gérance, par la signature conjointe de deux gérants, étant entendu cependant que si l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants, la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de chaque classe (y inclus par voie de représentation).

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs de signature ont été délégués soit par le gérant; ou soit par deux gérants en cas d'un Conseil de gérance ou, en cas de classes de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de chaque classe (y inclus par voie de représentation).

Art. 16. Assemblée générale des associés. Tant que la Société ne comporte qu'un (1) associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés. Dans ces cas, les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la Loi de 1915 ne sont pas applicables.

Lorsque la Société est composée de plusieurs associés, les décisions collectives sont prises lors d'une assemblée générale des associés.

Une assemblée générale annuelle des associés se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social au siège social de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette l'assemblée.

Art. 17. Décisions des associés. Les décisions collectives ne sont valablement prises pour autant que les associés possédant plus que la moitié du capital les adoptent. Cependant, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne peuvent être adoptées qu'à la majorité (en nombre) des associés possédant au moins les trois quarts des parts sociales de la Société, sauf dispositions contraires de la Loi de 1915. Le changement de la nationalité de la Société requiert l'unanimité.

Si tous les associés sont présents ou représentés lors d'une assemblée des associés, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, seront établies par écrit et tenues par la gérance au siège social de la Société.

Les pièces constatant les votes des associés ainsi que les procurations seront annexées aux décisions écrites.

Art. 18. Année sociale. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et finit le 31 décembre.

Art. 19. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes annuels de la Société sont établis par le gérant ou, le cas échéant, par le Conseil de gérance. Le gérant ou, le cas échéant, le Conseil de gérance dresse un inventaire général comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite peut prendre connaissance desdits inventaires et bilans au siège social de la Société.

Art. 20. Répartition des bénéfices. Les produits de la Société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de l'exercice social.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil peut décider de payer à l'associé unique ou, le cas échéant, aux associés des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable duquel il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi de 1915 ou des Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés.

Art. 21. Dissolution, Liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite d'un des associés.

La liquidation de la Société sera décidée par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée des associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés selon le cas par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Disposition générale. Toutes les matières qui ne seraient pas régies par les présents Statuts seraient régies conformément à la Loi de 1915.

Souscription et Paiement

La partie comparante ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, a souscrit au nombre de parts sociales et a libéré en numéraire les montants ci après énoncés:

Associé	Capital souscrit (EUR)	Nombre de parts sociales	Libération (EUR)
Breega Capital	12,500.-	12,500	12,500.-
Total:	12,500.-	12,500	12,500.-

Toutes les parts sociales ont été intégralement souscrites et entièrement libérées de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500.-) est dès à présent à la libre disposition de la société

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'Article 183 de la Loi de 1915, ont été respectées.

Evaluations des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à EUR 1.400,-

Assemblée générale extraordinaire

L'associé unique prénommé, représenté par le mandataire susnommé, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de fixer à deux (2) le nombre de Gérants.

L'associé unique décide de créer deux classes de gérants: (i) Classe A, et (ii) Classe B. L'associé unique décide de nommer les personnes suivantes en tant que gérants pour une période indéterminée, avec les pouvoirs prévus à l'article 12 des Statuts:

- En qualité de gérant de Classe A:

Monsieur Benoît Marrel, Entrepreneur, de nationalité française, né à Montpellier (France) le 20 novembre 1980, domicilié au 30, rue du Plateau, F-75019 Paris, France.

- En qualité de gérant de Classe B:

Monsieur Daniel Boone, Avocat à la Cour, de nationalité française, né à Lille (France) le 28 janvier 1965, domicilié professionnellement au 49, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

Deuxième résolution

Le siège social de la Société est établi au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Troisième résolution

L'associé unique décide de nommer la personne suivante qui sera seule à pouvoir mouvementer les comptes bancaires de la Société. Tout transfert bancaire requerra la seule signature de Monsieur Benoît Marrel, prénommé.

Quatrième résolution

L'associé unique décide que la première période comptable de la Société commencera au jour du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2013 (inclus).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête de la même partie et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite par le mandataire de la partie comparante, connu par le notaire par son nom, prénom, état et demeure, il a signé avec nous, notaire, les présentes minutes.

Signé: B. MARREL et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 avril 2013. Relation: LAC/2013/17000. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 avril 2013.

Référence de publication: 2013049088/437.

(130060402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2013.

**Misys Newco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Magic Newco 2 S.à r.l.).**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 168.274.

In the year two thousand and thirteen, on the sixth day of March.

Before us Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Magic Newco S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 167479, here represented by Carsten Opitz, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 5 March 2013, which proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole shareholder of Magic Newco 2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 168274, incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 12 April 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1203 on 14 May 2012 (hereafter the "Company"). The articles of incorporation were amended for the last time pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 26 April 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1203, on 14 May 2012.

The appearing party, representing the entire share capital, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Acceptance of Tahoe ManCo S.C.A., a société en commandite par actions, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 166514, as new shareholder of the Company.

2. Increase of the share capital by an amount of five hundred fifty United States Dollars (USD 550) up to twenty thousand five hundred fifty United States Dollars (USD 20,550) through the issuance of five hundred fifty (550) new shares with a par value of one United States Dollar (USD 1) each;

3. Approval and acceptance of the payment by Tahoe ManCo S.C.A of the new shares to be issued through contribution in kind in form of five hundred fifty (550) shares with a par value of one United States Dollar (USD 1) each in Misys Newco 3 S.à r.l. (formerly Magic Newco 3 S.à r.l.);

4. Corresponding amendment of article 5.1 of the Company's articles of association;

5. Change of the Company's name from "Magic Newco 2 S.à r.l." to "Misys Newco 2 S.à r.l."; and
6. Corresponding amendment of article 1 of the Company's articles of association.

The appearing party, representing the entire share capital, took the following resolutions:

First resolution:

The sole shareholder accepts Tahoe ManCo S.C.A., a société en commandite par actions, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 166514 as new shareholder of the Company.

Second resolution:

The sole shareholder resolves to increase the share capital from its current value of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000), represented by five hundred fifty (550) shares with a par value of one United States Dollar (USD 1) each, up to twenty thousand five hundred fifty (USD 20,550) through the issuance of five hundred fifty (550) new shares with a par value of one United States Dollar (USD 1) each.

All of the five hundred fifty (550) new shares have been subscribed by Tahoe ManCo S.C.A., aforementioned.

Third resolution:

The sole shareholder further approves and accepts the payment of the subscribed shares through contribution in kind, consisting of five hundred fifty (550) shares with a par value of one United States Dollar (USD 1) each held by Tahoe ManCo S.C.A. in Misys Newco 3 S.à r.l. (formerly Magic Newco 3 S.à r.l.), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 168287, with a total value of five hundred fifty (USD 550), to be entirely allocated to the share capital of the Company.

The proof of the existence and of the total value of the five hundred fifty (550) shares in Misys Newco 3 S.à r.l. (formerly Magic Newco 3 S.à r.l.) with a par value of one United States Dollar (USD 1) each has been produced to the undersigned notary.

Fourth resolution:

As a consequence of the above resolutions, the sole shareholder resolves to amend article 5.1. of the Company's articles of association which shall henceforth read as follows:

" **5.1.** The Company's share capital is set at twenty thousand five hundred fifty United States Dollar (USD 20,550) consisting of twenty thousand five hundred fifty (20,550) shares having a par value of one United States Dollar (USD 1) each."

Fifth resolution:

The sole shareholder resolves to change the Company's name from "Magic Newco 2 S.à r.l." to "Misys Newco 2 S.à r.l."

Sixth resolution:

As a consequence of the above resolution, the sole shareholder resolves to amend article 1 of the Company's articles of association which shall henceforth read as follows:

"There hereby exists among the current owner of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a company in the form of a société à responsabilité limitée under the name of "Misys Newco 2 S.à r.l." (the "Company")."

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to two thousand euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On express request of the same appearing person, and in case any divergences would arise between the French and the English text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name and residence, said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le sixième jour du mois de mars.

Par-devant le soussigné Maître Jean-Joseph Wagner, notaire résidant à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Magic Newco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro d'enregistrement B 167479,

dûment représentée par Carsten Opitz, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 5 mars 2013.

La procuration, signée ne varietur, par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante est l'associé unique de la société Magic Newco 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro d'enregistrement B 168274, constituée le 12 avril 2012 conformément à l'acte notarié de Maître Martine Schaeffer, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et des Associations le 14 mai 2012, sous le numéro 1203 (la «Société»). Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Martine Schaeffer, susmentionnée, le 26 avril 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et des Associations le 14 mai 2012 sous le numéro 1203.

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a déclaré et prié le notaire instrumentant d'acter.

Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Approbation de Tahoe ManCo S.C.A., une société en commandite par actions, constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro d'enregistrement B 166514, en tant que nouvel associé de la Société;

2. Augmentation du capital social à hauteur d'un montant de cinq cent cinquante Dollars Américains (USD 550) qui passe ainsi à un nouveau montant de vingt mille cinq cent cinquante Dollars Américains (USD 20.550) par l'émission de cinq cent cinquante (550) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune;

3. Approbation et acceptation du paiement de Tahoe ManCo S.C.A pour les nouvelles parts sociales à émettre par le biais d'un apport en nature représentant cinq cent cinquante (550) parts sociales de Misys Newco 3 S.à r.l. (actuellement désignée en tant que Magic Newco 3 S.à r.l.), ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune;

4. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société;

5. Changement de la dénomination sociale qui passe de «Magic Newco 2 S.à r.l.» à «Misys Newco 2 S.à r.l.»; et

6. Modification subséquente de l'article 1 des statuts de la Société

Après considération des différents points à l'ordre du jour, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a requis du notaire soussigné qu'il prenne acte des résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique reconnaît Tahoe ManCo S.C.A., une société en commandite par actions, constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro d'enregistrement B 166514, en tant que nouvel associé de la Société.

Deuxième résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinq cent cinquante Dollars Américains (USD 550), dans le but de porter son montant actuel de vingt mille Dollars Américains (USD 20.000) à un nouveau montant de vingt mille cinq cent cinquante Dollars Américains (USD 20.550) par l'émission de cinq cent cinquante (550) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune.

Toutes les cinq cent cinquante (550) nouvelles parts sociales ont été souscrites par Tahoe ManCo S.C.A., susmentionnée.

Troisième résolution

L'associé unique approuve et accepte le paiement des parts sociales souscrites par un apport en nature, consistant en cinq cent cinquante (550) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune détenues par Tahoe ManCo S.C.A dans Misys Newco 3 S.à r.l. (précédemment désignée en tant que Magic Newco 3 S.à r.l.), une société à responsabilité limitée, constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro d'enregistrement B 168287, d'une valeur totale de cinq cent cinquante Dollars Américains (USD 550) dont le montant sera entièrement alloué au capital social.

La preuve de l'existence et de la valeur totale des cinq cent cinquante (550) parts sociales détenues dans Misys Newco 3 S.à r.l. (précédemment désignée en tant que Magic Newco 3 S.à r.l.), ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune a été apportée au notaire soussigné.

Quatrième résolution

Suite aux résolutions précédentes, l'associé unique décide que l'article 5.1 des statuts de la Société soit amendé afin d'avoir la teneur suivante:

« **5.1.** La Société a un capital social de vingt mille cinq cent cinquante Dollars Américains (USD 20.550) représenté par vingt mille cinq cent cinquante (20.550) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune.»

Cinquième résolution

L'associé unique décide de modifier la dénomination sociale de la Société qui passe de «Magic Newco 2 S.à r.l.» à «Misys Newco 2 S.à r.l.».

Sixième résolution

Suite à la résolution précédente, l'associé unique décide que l'article 1 des statuts de la Société soit amendé afin d'avoir la teneur suivante:

«Il existe entre les propriétaires actuels des actions et/ou toute personne qui sera un actionnaire dans le futur, une société dans la forme d'une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Misys Newco 2 S.à r.l.» (la «Société»).

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande expresse du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu au représentant du comparant, connu du notaire par ses prénom, nom et résidence, le représentant a signé avec Nous, le notaire, le présent acte.

Signé: C. OPITZ, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 11 mars 2013. Relation: EAC/2013/3275. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013040633/170.

(130050143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Misys Newco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 167.479.

In the year two thousand and thirteen, on the sixth day of March.

Before us Maître Jean-Joseph Wagner, civil law notary, residing in Sanem.

There appeared:

1) Tahoe Cayman Limited, a company incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under number 265063 ("Cayco"),

represented for the purpose hereof by Mr Carsten Opitz, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 5 March 2013 in Atlanta, and

2) Misys Manco S.C.A., a société en commandite par actions, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under registration number B 166.514 ("Manco"),

represented for the purpose hereof by Mr Carsten Opitz, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 5 March 2013 in Atlanta and Luxembourg.

The proxies, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

The appearing parties are all the shareholders (the "Shareholders") of Misys Newco S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 167.479, incorporated on 13 March 2012 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, published with the Mémorial C Recueil des Sociétés on 22 March 2012 n° 755, last amended pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner on 6 March 2013, not yet published with the Mémorial C, Recueil des Sociétés (the "Company").

The Shareholders then reviewed the following agenda (the “Agenda”):

Agenda:

1. Increase of the Company’s share capital by an amount of one hundred sixty thousand two hundred ninety-eight United States Dollars and nineteen cents (USD 160,298.19) in order to bring it from its current amount of eight million two hundred twenty thousand United States Dollars and twenty-three cents (USD 8,220,000.23) up to a new amount of eight million three hundred eighty thousand two hundred ninety-eight United States Dollars and forty-two cents (USD 8,380,298.42) through the issuance of (i) three million five hundred sixty-two thousand two hundred seventy-three (3,562,273) class B1 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, (ii) three million five hundred sixty-two thousand two hundred seventy-three (3,562,273) class B2 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, (iii) three million five hundred sixty-two thousand two hundred seventy-three (3,562,273) class B3 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, (iv) one million seven hundred eighty-one thousand (1,781,000) class C1 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, (v) one million seven hundred eighty-one thousand (1,781,000) class C2 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, and (vi) one million seven hundred eighty-one thousand (1,781,000) class C3 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each; and Restatement of article 5.1. of the Company’s articles of association.

The appearing parties, representing the entire share capital of the Company, adopted the following resolutions:

First resolution:

The Shareholders resolve to increase the Company’s share capital by an amount of one hundred sixty thousand two hundred ninety-eight United States Dollars and nineteen cents (USD 160,298.19) in order to bring it from its current amount of eight million two hundred twenty thousand United States Dollars and twenty-three cents (USD 8,220,000.23) up to a new amount of eight million three hundred eighty thousand two hundred ninety-eight United States Dollars and forty-two cents (USD 8,380,298.42) through the issuance of (i) three million five hundred sixty-two thousand two hundred seventy-three (3,562,273) class B1 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, (ii) three million five hundred sixty-two thousand two hundred seventy-three (3,562,273) class B2 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, (iii) three million five hundred sixty-two thousand two hundred seventy-three (3,562,273) class B3 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, (iv) one million seven hundred eighty-one thousand (1,781,000) class C1 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, (v) one million seven hundred eighty-one thousand (1,781,000) class C2 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, and (vi) one million seven hundred eighty-one thousand (1,781,000) class C3 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each.

All of the newly issued class B1 shares, the class B2 shares, the class B3 shares, the class C1 shares, the class C2 shares and the class C3 shares have been subscribed for by Manco at an aggregate subscription price of one hundred sixty thousand two hundred ninety-eight United States Dollars and nineteen cents (USD 160,298.19) and have been fully paid up by Cayco in cash so that the total amount of one hundred sixty thousand two hundred ninety-eight United States Dollars and nineteen cents (USD 160,298.19) is at the disposal of the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Second resolution:

As a consequence of the first resolution above, the shareholders resolve to amend article 5.1. of the Company’s articles of association in order to read as follows:

“ **5.1.** The Company’s issued share capital is set at eight million three hundred and eighty thousand two hundred ninety-eight United States Dollars and forty-two cents (USD 8,380,298.42), consisting of the following shares:

- (a) two hundred fifty-two million six hundred thirty-nine thousand six hundred sixty-seven (252,639,667) Class A1 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share;
- (b) two hundred fifty-two million six hundred thirty-nine thousand six hundred sixty-seven (252,639,667) Class A2 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share;
- (c) two hundred fifty-two million six hundred thirty-nine thousand six hundred sixty-six (252,639,666) Class A3 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share;
- (d) seventeen million eight hundred two thousand one hundred sixty-six (17,802,166) Class B1 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share;
- (e) seventeen million eight hundred two thousand one hundred sixty-six (17,802,166) Class B2 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share;
- (f) seventeen million eight hundred two thousand one hundred sixty-six (17,802,166) Class B3 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share;
- (g) eight million nine hundred one thousand four hundred forty-eight (8,901,448) Class C1 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share;

(h) eight million nine hundred one thousand four hundred forty-eight (8,901,448) Class C2 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share; and

(i) eight million nine hundred one thousand four hundred forty-eight (8,901,448) Class C3 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share.”

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to two thousand euro.

Whereof this deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same appearing proxyholder of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing parties known to the notary, such person signed together with the notary this deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le sixième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, de résidence à Sanem, Grand-Duché du Luxembourg.

A comparu:

1) Tahoe Cayman Ltd., une limited liability company constituée et régie par les lois des Iles Caymans, ayant son siège social à bâtiment Ugland House, KY-KY1-1104 Grand Cayman, Iles Caïmans, inscrite au Registrar of Companies of the Cayman Islands sous le numéro 265063 («Cayco»),

ici représentée par Carsten Opitz demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 5 mars 2013.

2) Misys Manco S.C.A., a société en commandite par actions, stituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg 19, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.514 («Manco»),

ici représentée par Carsten Opitz demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 5 mars 2013.

les procurations, signées «ne varietur» par les comparants et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparants sont les associés (les «Associés») de Misys Newco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.479, constituée suivant acte reçu par Maitre Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, le 13 mars 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 22 mars 2012 numéro 755 (ci-après la «Société»). Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte notarié de Maître Jean-Joseph Wagner du 6 mars 2013 non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Société»).

Les Associés ont alors revu l'ordre du jour suivant (l'«Ordre du Jour»):

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société par un montant de cent soixante mille deux cent quatre-vingt-dix-huit Dollars Américains et dix-neuf Cents (USD 160.298,19) afin de le porter de son montant actuel de huit million deux cent vingt Dollars Américains et vingt-trois Cents (USD 8.220.000,23) à un nouveau montant de huit million trois cent quatre-vingt mille deux cent quatre-vingt-dix-huit Dollars Américains et quarante-deux Cents (USD 8.380.298,42) par le biais de l'émission de (i) trois million cinq cent soixante-deux mille deux cent soixante-treize (3.562.273) parts sociales de catégorie B1 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, (ii) trois million cinq cent soixante-deux mille deux cent soixante-treize (3.562.273) parts sociales de catégorie B2 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, trois million cinq cent soixante-deux mille deux cent soixante-treize (3.562.273) parts sociales de catégorie B3 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, (iv) un million sept cent quatre-vingt-un mille (1.781.000) parts sociales de catégorie C1 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, (v) un million sept cent quatre-vingt-un mille (1.781.000) parts sociales de catégorie C2 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, et (vi) un million sept cent quatre-vingt-un mille (1.781.000) parts sociales de catégorie C3 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune; et

2. Modification de l'article 5.1 des statuts de la Société.

Les comparants, représentant l'intégralité du capital social de la Société, ont demandé au notaire de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution:

Les Associés décident d'augmenter capital social de la Société par un montant de cent soixante mille deux cent quatre-vingt-dix-huit Dollars Américains et dix-neuf Cents (USD 160.298,19) afin de le porter de son montant actuel de huit million deux cent vingt mille Dollars Américains et vingt-trois Cents (USD 8.220.000,23) à un nouveau montant de huit million trois cent quatre-vingt mille deux cent quatre-vingt-dix-huit Dollars Américains et quarante-deux Cents (USD 8.380.298,42) par le biais de l'émission de (i) trois million cinq cent soixante-deux mille deux cent soixante-treize (3.562.273) parts sociales de catégorie B1 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, (ii) trois million cinq cent soixante-deux mille deux cent soixante-treize (3.562.273) parts sociales de catégorie B2 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, trois million cinq cent soixante-deux mille deux cent soixante-treize (3.562.273) parts sociales de catégorie B3 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, (iv) un million sept cent quatre-vingt-un mille (1.781.000) parts sociales de catégorie C1 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, (v) un million sept cent quatre-vingt-un mille (1.781.000) parts sociales de catégorie C2 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, et (vi) un million sept cent quatre-vingt-un mille (1.781.000) parts sociales de catégorie C3 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune.

L'ensemble des nouvelles parts sociales de catégorie B1, de catégorie B2, de catégorie B3, de catégorie C1, de catégorie C2 et de catégorie C3 ont été entièrement souscrites et libérées par Manco pour un prix total de souscription de cent soixante mille deux cent quatre-vingt-dix-huit Dollars Américains et dix-neuf Cents (160.298,19) et ont été intégralement payé par Cayco en numéraire de sorte que la somme totale de cent soixante mille deux cent quatre-vingt-dix-huit Dollars Américains et dix-neuf Cents (USD 160.298,19) a été mis à la disposition de la Société tel qu'il l'a été justifié au notaire soussigné.

Deuxième résolution:

Dans le prolongement de la résolution précédente, les Associés décident de modifier l'article 5.1 des Statuts de la Société de la façon suivante:

« **5.1.** La Société a un capital social de huit millions trois cent quatre-vingt mille deux cent quatre-vingt-dix-huit Dollars Américains et quarante-deux Cents (USD 8.380.298,42) composé de la manière qui suit:

- (a) deux cent cinquante-deux millions six cent trente-neuf mille six cent soixante-sept (252.639.667) parts sociales de catégorie A1 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune;
- (b) deux cent cinquante-deux millions six cent trente-neuf mille six cent soixante-sept (252.639.667) parts sociales de catégorie A2 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune;
- (c) deux cent cinquante-deux millions six cent trente-neuf mille six cent soixante-six (252.639.666) parts sociales de catégorie A3 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune;
- (d) dix-sept millions huit cent deux mille cent soixante-six (17.802.166) parts sociales de catégorie B1 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune;
- (e) dix-sept millions huit cent deux mille cent soixante-six (17.802.166) parts sociales de catégorie B2 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune;
- (f) dix-sept millions huit cent deux mille cent soixante-six (17.802.166) parts sociales de catégorie B3 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune;
- (g) huit millions neuf cent un mille quatre cent quarante-huit (8.901.448) parts sociales de catégorie C1 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune;
- (h) huit millions neuf cent un mille quatre cent quarante-huit (8.901.448) parts sociales de catégorie C2 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune;
- (i) huit millions neuf cent un mille quatre cent quarante-huit (8.901.448) parts sociales de catégorie C3 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune.»

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge, à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande expresse du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu au représentant du comparant, connu du notaire par ses prénom, nom et résidence, le représentant a signé avec Nous, le notaire, le présent acte.

Signé: C. OPITZ, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, A.C., le 11 mars 2013. Relation: EAC/2013/3278. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013042368/199.

(130051704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

**Misys Newco 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Magic Newco 3 S.à r.l.).**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 168.287.

In the year two thousand and thirteen, on the sixth day of March.

Before us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Magic Newco 2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 168.274, here represented by Carsten Opitz, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 5 March 2013, which proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole shareholder of Magic Newco 3 S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 168.287, incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 12 April 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1203 on 14 May 2012 (hereafter the “Company”). The articles of incorporation were amended for the last time pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 26 April 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1203, on 14 May 2012.

The appearing party, representing the entire share capital, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda:

1. Acceptance of Tahoe ManCo S.C.A., a société en commandite par actions, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 166.514, as new shareholder of the Company;

2. Increase of the issued share capital by an amount of five hundred fifty United States Dollars (USD 550) up to twenty thousand five hundred fifty United States Dollars (USD 20,550) through the issuance of five hundred fifty (550) new shares with a par value of one United States Dollar (USD 1) each;

3. Approval and acceptance of the payment by Tahoe ManCo S.C.A. of the new shares to be issued through contribution in kind in the form of four million eight hundred eighty-eight thousand eight hundred ninety-three (4.888.893) Class B1 shares, four million eight hundred eighty-eight thousand eight hundred ninety-three (4.888.893) Class B2 shares, four million eight hundred eighty-eight thousand eight hundred ninety-three (4.888.893) Class B3 shares, two million four hundred forty-four thousand four hundred forty-eight (2.444.448) Class C1 shares, two million four hundred forty-four thousand four hundred forty-eight (2.444.448) Class C2 shares and two million four hundred forty-four thousand four hundred forty-eight (2.444.448) Class C3 shares, all having a par value of one United States Dollar cent (USD 0.01), in Misys TopCo S.à r.l.;

4. Corresponding amendment of article 5.1. of the Company’s articles of association;

5. Change of the Company’s name from Magic Newco 3 S.à r.l. to “Misys Newco 3 S.à r.l.”; and

6. Corresponding amendment of article 1 of the Company’s articles of association.

The appearing party, representing the entire share capital, took the following resolutions:

First resolution:

The sole shareholder accepts Tahoe ManCo S.C.A., a société en commandite par actions, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 166.514 as new shareholder of the Company.

Second resolution:

The sole shareholder resolves to increase the share capital from its current value of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000), represented by twenty thousand shares with a par value of one United States Dollar (USD 1) each, by an amount of five hundred fifty United States Dollars (USD 550) up to twenty thousand five hundred fifty United States Dollars (USD 20,550) through the issuance of five hundred fifty new shares with a par value of one United States Dollar (USD 1) each.

All of the five hundred fifty new shares have been subscribed by Tahoe ManCo S.C.A., aforementioned.

Third resolution:

The sole shareholder further approves and accepts the payment of the subscribed shares through contribution in kind, consisting of the following number of shares of Misys TopCo S.à r.l. (formerly Tahoe Topco S.C.A.), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 166.357:

- Tahoe ManCo S.C.A., aforementioned, contributes four million eight hundred eighty-eight thousand eight hundred ninety-three (4.888.893) Class B1 shares, four million eight hundred eighty-eight thousand eight hundred ninety-three (4.888.893) Class B2 shares, four million eight hundred eighty-eight thousand eight hundred ninety-three (4.888.893) Class B3 shares, two million four hundred forty-four thousand four hundred forty-eight (2.444.448) Class C1 shares, two million four hundred forty-four thousand four hundred forty-eight (2.444.448) Class C2 shares and two million four hundred forty-four thousand four hundred forty-eight (2.444.448) Class C3 shares, all having a par value of one United States Dollar cent (USD 0.01) of Misys TopCo S.à r.l. to the Company for a total value of two hundred twenty thousand United States Dollars and twenty-three cents (USD 220,000.23) out of which five hundred fifty United States Dollars (USD 550) are to be allocated to the share capital and two hundred nineteen thousand four hundred fifty United States Dollars and twenty three cents (USD 219,450.23) are to be allocated to the share premium.

The proof of the existence and of the total value of the eight hundred eighty-eight thousand eight hundred ninety-three (4.888.893) Class B1 shares, four million eight hundred eighty-eight thousand eight hundred ninety-three (4.888.893) Class B2 shares, four million eight hundred eighty-eight thousand eight hundred ninety-three (4.888.893) Class B3 shares, two million four hundred forty-four thousand four hundred forty-eight (2.444.448) Class C1 shares, two million four hundred forty-four thousand four hundred forty-eight (2.444.448) Class C2 shares and two million four hundred forty-four thousand four hundred forty-eight (2.444.448) Class C3 shares has been produced to the undersigned notary.

Fourth resolution:

As a consequence of the above resolutions, the sole shareholder resolves to amend article 5.1. of the Company's articles of association which shall henceforth read as follows:

“ 5.1. The Company's share capital is set at twenty thousand five hundred fifty United States Dollars (USD 20,550) consisting of twenty thousand five hundred fifty (20,550) shares having a par value of one United States Dollar (USD 1) each.”

Fifth resolution:

The sole shareholder resolves to change the Company's name from Magic Newco 3 S.à r.l. to “Misys Newco 3 S.à r.l.”.

Sixth resolution:

As a consequence of the above resolution, the sole shareholder resolves to amend article 1 of the Company's articles of association which shall henceforth read as follows:

“There hereby exists among the current owner of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a company in the form of a société à responsabilité limitée under the name of “Misys Newco 3 S.à r.l.” (the “Company”).”

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to three thousand euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On express request of the same appearing person, and in case any divergences would arise between the French and the English text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name and residence, said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'année deux mille treize, le sixième jour du mois de mars.

Par-devant le soussigné Maître Jean-Joseph Wagner, notaire résidant à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Magic Newco 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro d'enregistrement B 168.274,

dûment représentée par Carsten Opitz, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 5 mars 2013.

La procuration, signée ne varietur, par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante est l'associé unique de la société Magic Newco 3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro d'enregistrement B 168.287, constituée le 12 avril 2012 conformément à l'acte notarié de Maître Martine Schaeffer, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et des Associations le 14 mai 2012, sous le numéro 1203 (la «Société»). Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Martine Schaeffer, susmentionnée, le 26 avril 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et des Associations le 14 mai 2012 sous le numéro 1203.

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a déclaré et prié le notaire instrumentant d'acter.

Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation de Tahoe ManCo S.C.A., une société en commandite par actions, constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro d'enregistrement B 166.514, en tant que nouvel associé de la Société;

2. Augmentation du capital social émis à hauteur d'un montant de cinq cent cinquante Dollars Américains (USD 550) qui passe ainsi à un nouveau montant de vingt mille cinq cent cinquante Dollars Américains (USD 20.550) par l'émission de cinq cent cinquante (550) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune;

3. Approbation et acceptation du paiement de Tahoe ManCo S.C.A. pour les nouvelles parts sociales à émettre par le biais d'un apport en nature représentant quatre millions huit cent quatre-vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-treize (4.888.893) parts sociales de catégorie B1, quatre millions huit cent quatre-vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-treize (4.888.893) parts sociales de catégorie B2, quatre millions huit cent quatre-vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-treize (4.888.893) parts sociales de catégorie B3, deux millions quatre cent quarante-quatre mille quatre cent quarante-huit (2.444.448) parts sociales de catégorie C1, deux millions quatre cent quarante-quatre mille quatre cent quarante-huit (2.444.448) parts sociales de catégorie C2 et deux millions quatre cent quarante-quatre mille quatre cent quarante-huit (2.444.448) parts sociales de catégorie C3 détenues au sein de Misys TopCo S.à r.l., ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune;

4. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société;

5. Changement de la dénomination sociale qui passe de «Magic Newco 3 S.à r.l.» à «Misys Newco 3 S.à r.l.»; et

6. Modification subséquente de l'article 1^{er} des statuts de la Société.

Après considération des différents points à l'ordre du jour, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a requis du notaire soussigné qu'il prenne acte des résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique reconnaît Tahoe ManCo S.C.A., une société en commandite par actions, constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro d'enregistrement B 166.514, en tant que nouvel associé de la Société.

Deuxième résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinq cent cinquante Dollars Américains (USD 550), dans le but de porter son montant actuel de vingt mille Dollars Américains (USD 20.000) à un nouveau montant de vingt mille cinq cent cinquante Dollars Américains (USD 20.550) par l'émission de cinq cent cinquante (550) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune:

Toutes les cinq cent cinquante (550) nouvelles parts sociales ont été souscrites par Tahoe ManCo S.C.A., susmentionnée.

Troisième résolution

L'associé unique approuve et accepte le paiement des parts sociales souscrites par un apport en nature, consistant dans le nombre de parts sociales suivantes détenues dans Misys TopCo S.à r.l. (précédemment désignée en tant que Tahoe TopCo S.C.A.), une société à responsabilité limitée, constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro d'enregistrement B 166.357:

- Tahoe ManCo S.C.A., susmentionné, réalise un apport au profit de la Société consistant en (i) quatre millions huit cent quatre-vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-treize (4.888.893) parts sociales de catégorie B1, (ii) quatre millions huit cent quatre-vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-treize (4.888.893) parts sociales de catégorie B2, (iii) quatre millions huit cent quatre-vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-treize (4.888.893) parts sociales de catégorie B3, (iv) deux millions quatre cent quarante-quatre mille quatre cent quarante-huit (2.444.448) parts sociales de catégorie C1, (v) deux millions quatre cent quarante-huit mille quatre cent quarante-quatre (2.444.448) parts sociales de catégorie C2 et (vi) deux millions quatre cent quarante-huit mille quatre cent quarante-quatre (2.444.448) parts sociales de catégorie C3, ayant toutes une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) de Misys TopCo S.à r.l. qu'elle détient pour un montant total de deux cent vingt mille Dollars Américains et vingt-trois Cents (USD 220.000,23) dont un montant de cinq cent cinquante Dollars Américains qui sera alloué au capital et un montant de deux cent dix-neuf mille quatre cent cinquante Dollars Américains et vingt-trois Cents (USD 219.450,23) qui sera, lui, alloué au compte des primes d'émission.

La preuve de l'existence et de la valeur totale des quatre millions huit cent quatre-vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-treize (4.888.893) parts sociales de catégorie B1, des quatre millions huit cent quatre-vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-treize (4.888.893) parts sociales de catégorie B2, des quatre millions huit cent quatre-vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-treize (4.888.893) parts sociales de catégorie B3, des deux millions quatre cent quarante-quatre mille quatre cent quarante-huit (2.444.448) parts sociales de catégorie C1, des deux millions quatre cent quarante-quatre mille quatre cent quarante-huit (2.444.448) parts sociales de catégorie C2 et des deux millions quatre cent quarante-quatre mille quatre cent quarante-huit (2.444.448) parts sociales de catégorie C3 a été apportée au notaire soussigné.

Quatrième résolution

Suite aux résolutions précédentes, l'associé unique décide que l'article 5.1 des statuts de la Société soit amendé afin d'avoir la teneur suivante:

« **5.1.** La Société a un capital social de vingt mille cinq cent cinquante Dollars Américains (USD 20.550) représenté par vingt mille cinq cent cinquante (20.550) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune. »

Cinquième résolution

L'associé unique décide de modifier la dénomination sociale de la Société qui passe de «Magic Newco 3 S.à r.l.» à «Misys Newco 3 S.à r.l.».

Sixième résolution

Suite à la résolution précédente, l'associé unique décide que l'article 1^{er} des statuts de la Société soit amendé afin d'avoir la teneur suivante:

«Il existe entre les propriétaires actuels des actions et/ou toute personne qui sera un actionnaire dans le futur, une société dans la forme d'une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Misys Newco 3 S.à r.l.» (la «Société»).».

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge, à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de trois mille euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande expresse du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu au représentant du comparant, connu du notaire par ses prénom, nom et résidence, le représentant a signé avec Nous, le notaire, le présent acte.

Signé: C. OPITZ, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, A.C., le 11 mars 2013. Relation: EAC/2013/3277. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Releveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013040634/207.

(130050131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

**Misys Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Tahoe Holdco S.à r.l.).**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 166.373.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-eighth day of February.

Before the undersigned Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Misys Topco S.à r.l. (formerly Tahoe Topco S.C.A.), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under registration number B 166357,

duly represented by Ms. Christine Kröger, having her professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 28 February 2013 in Luxembourg.

The proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

The appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Tahoe Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under registration number B 166373, incorporated on 16 January 2012 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, published with the *Mémorial C Réueil des Sociétés et Associations* no. 633 on 9 March 2012, last amended pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer on 10 December 2012, not yet published with the *Mémorial C Réueil des Sociétés et Associations* (the "Company").

The Sole Shareholder then reviewed the following agenda (the "Agenda"):

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of two million two hundred twenty-one thousand nine hundred eighty-six United States Dollars and eighty seven cents (USD 2,221,986.87) in order to bring it from its current amount of twenty-two million two hundred eighty-seven thousand three hundred fifty-seven United States Dollars and twenty-four cents (USD 22,287,357.24) up to a new amount of twenty-four million five hundred nine thousand three hundred forty-four United States Dollars and eleven cents (USD 24,509,344.11) through the issuance of two hundred twenty-two million one hundred ninety-eight thousand six hundred eighty-seven (222,198,687) new shares with a par value of one cent of United States Dollar (USD 0,01) each;

2. Approval and acceptance of the payment of the new shares to be issued through contribution in kind of a claim in the aggregate amount of two million two hundred twenty-one thousand nine hundred eighty-six United States Dollars and eighty seven cents (USD 2,221,986.87) held by Misys Topco S.à r.l. (formerly Tahoe Topco S.C.A.) against the Company;

3. Corresponding amendment of article 5.1. of the Company's articles of association;

4. Change of the name of the Company from Tahoe Holdco S.à r.l. into Misys Holdco S.à r.l.; and

5. Corresponding amendment of article 1 of the Company's articles of association.

Further to the review of the different items composing the Agenda, the Sole Shareholder, representing the entire share capital of the Company, requested the notary to act the following resolution:

First resolution:

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of two million two hundred twenty-one thousand nine hundred eighty-six United States Dollars and eighty seven cents (USD 2,221,986.87) in order to bring it from its current amount of twenty-two million two hundred eighty-seven thousand three hundred fifty-seven United States Dollars and twenty-four cents (USD 22,287,357.24) up to a new amount of twenty-four million five hundred nine thousand three hundred forty-four United States Dollars and eleven cents (USD 24,509,344.11) through the issuance of two hundred twenty-two million one hundred ninety-eight thousand six hundred eighty-seven (222,198,687) new shares with a par value of one cent of United States Dollar (USD 0,01) each.

All of the two hundred twenty-two million one hundred ninety-eight thousand six hundred eighty-seven (222,198,687) new shares have been subscribed by the Sole Shareholder.

Second resolution:

The Sole Shareholder further approves and accepts the payment of the subscribed shares through contribution in kind of a claim in the aggregate amount of two million two hundred twenty-one thousand nine hundred eighty-six United States Dollars and eighty seven cents (USD 2,221,986.87) (the "Claim") held by the Sole Shareholder against the Company.

The proof of the existence and of the total value of the Claim has been produced to the undersigned notary.

Third resolution:

As a consequence of the above resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 5.1. of the Company's articles of association which shall henceforth read as follows:

" **5.1.** The Company's share capital is set at twenty-four million five hundred nine thousand three hundred forty-four United States Dollars and eleven cents (USD 24,509,344.11) consisting of two billion four hundred fifty million nine hundred thirty-four thousand four hundred eleven (2,450,934,411) shares having a par value of one cent of a United States Dollar (USD 0.01) each.";

Fourth resolution:

The Sole Shareholder resolves to change the Company's name from Tahoe Holdco S.à r.l. into "Misys Holdco S.à r.l.";

Fifth resolution:

Further to the foregoing resolution the Sole Shareholder resolves to amend article 1 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

" **Art. 1. Name.** There hereby exists among the current owner of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a company in the form of a société à responsabilité limitée under the name of "Misys Holdco S.à r.l." (the "Company").".

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to four thousand euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a German translation. On express request of the same appearing person, and in case any divergences would arise between the German and the English text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name and residence, said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausendunddreizehn, den achtundzwanzigsten Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Misys Topco S.à r.l. (zuvor Tahoe Topco S.C.A.), eine gemäß dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende société en commandite par actions mit eingetragenem Sitz in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 166357;

ordnungsgemäß vertreten durch Frau Christine Kröger, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 28. Februar 2013 erteilten Vollmacht.

Nach Unterzeichnung der Vollmacht ne variatur durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar soll diese dieser Urkunde beigelegt bleiben, um mit derselben registriert zu werden.

Die erschienene Partei ist die alleinige Gesellschafterin (die „Alleingesellschafterin“) der Tahoe Holdco S.à r.l., einer gemäß dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründeten und bestehenden société à responsabilité limitée mit eingetragenem Sitz in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 166373 gegründet am 16. Januar 2012 entsprechend einer Urkunde der Notarin Martine Schaeffer, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations am 9. März 2012 unter der Nummer 633, zuletzt geändert am 10. Dezember 2012, entsprechend einer Urkunde der Notarin Martine Schaeffer, vorgeannt, noch nicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht (die „Gesellschaft“).

Die Alleingesellschafterin erwog sodann die folgende Tagesordnung (die „Tagesordnung“):

Tagesordnung

1. Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Gesamtbetrag von zwei Millionen zweihunderteinundzwanzigtausendneunhundertsechundachtzig (USD 2.221.986,87) um dieses von seinem aktuellen Betrag in Höhe von zweiundzwanzig Millionen zweihundertsiebenundachtzigtausenddreihundertsiebenundfünfzig amerikanischen Dollar und vierundzwanzig Cent (USD 22.287.357,24), auf einen neuen Betrag von vierundzwanzig Millionen fünfhundertneuntausenddreihundervierundvierzig Dollar und elf Cent (USD 24.509.344,11) zu bringen, durch die Ausgabe zweihundertzweiundzwanzig Millionen einhundertachtundneunzigtausendsechshundertsiebenundachtzig (222.198.687) neuer Anteile der Gesellschaft mit einem Nominalwert von je einem Cent eines amerikanischen Dollars (USD 0,01);

2. Genehmigung und Annahme der Zahlung der neuen Gesellschaftsanteile durch Sacheinlage bestehend aus einer Forderung der Misys Topco S.C.A. (zuvor Tahoe Topco S.C.A.) gegen die Gesellschaft in Höhe von zwei Millionen zweihunderteinundzwanzigtausendneunhundertsechundachtzig (USD 2.221.986,87);

3. Entsprechende Änderung des Artikels 5.1 der Satzung der Gesellschaft;

4. Umfirmierung der Gesellschaft von Tahoe Holdco S.à r.l. in Misys Holdco S.à r.l.; und

5. Entsprechende Änderung des Artikels 1 der Satzung der Gesellschaft

Nach Erwägung der verschiedenen Tagesordnungspunkte ersuchte die Alleingesellschafterin, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, der Notar Folgendes zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt das Stammkapital der Gesellschaft um einen Gesamtbetrag von zwei Millionen zweihunderteinundzwanzigtausendneunhundertsechundachtzig (USD 2.221.986,87) um dieses von seinem aktuellen Betrag in Höhe von zweiundzwanzig Millionen zweihundertsiebenundachtzig-tausenddreihundertsiebenundfünfzig amerikanischen Dollar und vierundzwanzig Cent (USD 22.287.357,24), auf einen neuen Betrag von vierundzwanzig Millionen fünfhundertneuntausenddreihundertvierundvierzig Dollar und elf Cent (USD 24.509.344,11) zu bringen, durch die Ausgabe zweihundertzweiundzwanzig Millionen einhundertachtundneunzigtausendsechshundertsebenundachtzig (222.198.687) neuer Anteile der Gesellschaft mit einem Nominalwert von je einem Cent eines amerikanischen Dollars (USD 0,01).

Sämtliche zweihundertzweiundzwanzig Millionen einhundertachtundneunzigtausendsechshundertsebenundachtzig (222.198.687) neu ausgegebene Anteile werden durch die Alleingesellschafterin gezeichnet;

Zweiter Beschluss

Die Alleingesellschafterin genehmigt und akzeptiert die Zahlung der so gezeichneten Anteile durch Sacheinlage bestehend aus einer Forderung der Alleingesellschafterin gegen die Gesellschaft in der Höhe von zwei Millionen zweihunderteinundzwanzigtausendneunhundert-sechundachtzig (USD 2.221.986,87).

Der Beweis der Existenz und des Gesamtwerts der Forderung wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht;

Dritter Beschluss

In Folge des obigen zweiten Beschlusses beschließt die Alleingesellschafterin Artikel 5.1 der Satzung der Gesellschaft wie folgt zu ändern:

" **5.1.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt vierundzwanzig Millionen fünfhundertneuntausenddreihundertvierundvierzig Dollar und elf Cent (USD 24.509.344,11) bestehend aus zwei Milliarden vierhundertfünfzig Millionen neunhundertvierunddreissigtausendvierhundertelf (2.450.934.411) Geschäftsanteilen mit einem Nominalwert von je einem Cent eines amerikanischen Dollars (USD 0,01) pro Geschäftsanteil."

Vierter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt die Umfirmierung der Gesellschaft von Tahoe Holdco S.à r.l. in "Misys Holdco S.à r.l.;"

Fünfter Beschluss

In Folge des obigen vierten Beschlusses beschließt die Alleingesellschafterin Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft wie folgt zu ändern:

„ **Art. 1.** Firma Hierdurch besteht zwischen den derzeitigen Inhabern der Anteile und/oder jeder anderen Person, die künftig Gesellschafter sein wird, eine Gesellschaft in Form einer société à responsabilité limitée unter der Firma „Misys Holdco S.à r.l.“ (die „Gesellschaft“)."

Kosten

Die der Gesellschaft aufgrund dieses Aktes entstandenen und von ihr zu tragenden Auslagen, Gebühren, Honorare oder Kosten jeglicher Art werden auf ca. viertausend Euro geschätzt.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, der die englische Sprache beherrscht, bestätigt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Parteien in englischer Sprache mit nachfolgender deutscher Übersetzung aufgenommen wird; auf Verlangen der erschienenen Parteien und im Fall von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.

Die vorstehende Niederschrift ist der erschienenen Person, die dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, verlesen worden und von dem Notar zusammen mit derselben erschienenen Person unterzeichnet worden.

Gezeichnet: C. KRÖGER, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 6. März 2013. Relation: EAC/2013/3095. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2013041467/165.

(130050403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

St Leonard Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 22.854.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 109.415.

—
EXTRAIT

L'actionnaire unique de la Société informe du changement suivant:

Notification du changement de dénomination de l'actionnaire.

Celui-ci se nomme désormais «Rockvig»

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 12 mars 2013.

Référence de publication: 2013034383/14.

(130041796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2013.

Dolphin Investments S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}.

R.C.S. Luxembourg B 90.841.

—
Il est porté à la connaissance du Registre de Commerce et des Sociétés que le siège social de Dolphin Investments S.A. a été transféré avec effet au 25 février 2013 à l'adresse suivante:

L-2210 Luxembourg, 38 boulevard Napoléon 1^{er}

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2013.

Pour Dolphin Investments S.A.

Référence de publication: 2013034608/13.

(130042480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2013.

Gateway IV - Euro Clo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 115.206.

—
Les décisions suivantes ont été prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société qui s'est tenue en date du 1^{er} mars 2013:

- acceptation de la démission de Monsieur Martinus C.J. Weijermans en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 1^{er} mars 2013;

- nomination, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet au 1^{er} mars 2013, de Monsieur Patrick van Denzen, né le 28 février 1971 à Geleen (Pays-Bas), ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2019;

- confirmation que le conseil d'administration de la Société est dorénavant composé des administrateurs suivants:

* Madame Florence Rao;

* Monsieur Patrick van Denzen;

* Monsieur Jorge Pérez Lozano.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2013.

Pour la Société

Florence Rao

Administrateur

Référence de publication: 2013034654/24.

(130042714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2013.

**Global Telecom Finance S.C.A., Société en Commandite par Actions,
(anc. Orascom Telecom Finance).**

Siège social: L-1538 Luxembourg, 2, Place de France.
R.C.S. Luxembourg B 123.862.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 8 novembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 7 décembre 2012.
Francis KESSELER
NOTAIRE

Référence de publication: 2013034656/14.

(130042533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2013.

FINIMPEX S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 19.076.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12.03.2013.
Pour FINIMPEX S.A., société de gestion de patrimoine familial
Société anonyme
Experta Luxembourg
Société anonyme
Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Johanna Tenebay

Référence de publication: 2013034648/16.

(130042282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2013.

Celgene Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 165.350.

Extrait des résolutions écrites prises en date du 14 février 2013

En date du 14 Février 2013, les actionnaires de Celgene Luxembourg («la Société») ont pris les résolutions suivantes:

- D'accepter la démission de Monsieur Robert Van't Hoeft en tant que gérant de type B de la Société avec effet immédiat en date de 14 février 2013;
- D'accepter la démission de Madame Gwenaëlle Cousin en tant que gérant de type B de la Société avec effet immédiat en date de 14 février 2013;
- De nommer Monsieur Xavier De Cillia, né le 11 avril 1978 à Nice, France, résidant professionnel au 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet au 14 février 2013 et pour une durée indéterminée;
- De nommer Monsieur David Dion, né le 3 mars 1982 à Virton, Belgique, résidant professionnel au 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet au 14 février 2013 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 13 mars 2013.
Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures
Un Mandataire

Référence de publication: 2013034556/23.

(130042690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2013.